

Atelier 23 - salle 3.13 : Le Kurdistan d'Irak : Un État sans le nom ?, responsable : Dimitri Deschamps (Doctorant à l'EHESS-CETOBaC, Ifpo-Erbil)

Intervenants : Yohanan Benhaim, Dimitri Deschamps, Boris James, Arthur Quesnay, Cyril Roussel

Résumé :

Depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, favorisée par le retrait subséquent des fonctionnaires de l'administration de S. Hussein puis par sa reconnaissance officielle au sein de la nouvelle Constitution de 2005, la région kurde d'Irak s'est progressivement dotée de nombreux attributs étatiques. Dorénavant souvent qualifié de « quasi-État », le récent Gouvernement régional kurde (le « GRK », ou aussi « KRG » de son acronyme anglais) fait régulièrement mention d'une possible indépendance prochaine.

Alors que Max Weber définit l'Etat comme une « communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé [...] revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime » (*Le Savant et le Politique*), nous examinerons dans quelle mesure cette définition s'applique à la région autonome kurde d'Irak. Une analyse de la société kurde irakienne et de sa structure permettra aux intervenants, de cultures académiques diverses (histoire, géographie et science politique), d'ouvrir une discussion quant à la nature actuelle de la Région : le Kurdistan d'Irak serait-il *de facto* un État, à qui seul le nom ferait défaut ?

Au cours de cet atelier, des axes de réflexion aussi variés que complémentaires, tels que le contrôle des territoires et des populations, l'organisation et la gestion des flux de richesse, la régulation des migrations et du transit des marchandises, l'entretien de relations avec les États étrangers et la création d'un discours national permettront de s'interroger sur l'entité politique que constitue le GRK ainsi que sur son inscription dans le cadre d'une souveraineté de plus en plus marquée, où le rôle du gouvernement central irakien ne semble plus s'apparenter qu'à une simple curatelle.

Intervenants :

Yohanan Benhaim, Doctorant à Paris-1, Panthéon-Sorbonne, « **Agir comme un État sur la scène internationale : les paradoxes de la politique étrangère du KRG** »

Depuis sa reconnaissance en 2005, la Région autonome Kurde d'Irak a développé ses capacités diplomatiques. Ce processus d'institutionnalisation est conduit parallèlement au développement des relations tissées par le KRG avec son environnement régional. Cependant, comme le montre le cas des relations entre le KRG et la Turquie depuis les années 1990, la diplomatie d'Erbil est déterminée par le contexte domestique de ses voisins, l'action de certains réseaux privés et la bipolarité de son système partisan.

Dimitri Deschamps, Doctorant à l'EHESS-CETOBaC, Ifpo-Erbil, « **Flux de richesses au nord de l'Irak : une influence morphologique sur la société kurde** »

Cette intervention s'attachera à examiner le circuit économique à l'oeuvre au Kurdistan d'Irak. L'analyse de sa morphologie et de ses dynamiques permettra de mettre en relief comment les flux de richesses contribuent à maintenir la structure dichotomique de la société kurde d'Irak, centrée sur les principaux partis politiques, tout en participant à l'élaboration d'une « zone de communication » entre ces deux attracteurs. La fonction des investisseurs étrangers comme élément stabilisateur du système sera également abordée, en complémentarité de leur rôle dans le développement économique de la Région.

Boris James, Chercheur à l'Ifpo-Erbil, « **Les manuels scolaires du Kurdistan d'Irak : écrire une histoire nationale kurde ou kurdistanienne ?** »

Depuis 1998, l'intervention de l'Etat central irakien dans les programmes d'Histoire au Kurdistan d'Irak a été oblitérée. La zone autonome kurde qui devint après l'invasion américaine et le renversement du Baath



en 2003 le Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak (GRK), a mis en place un enseignement de l'Histoire entièrement dispensé en kurde soranî jusqu'à la fin du secondaire. L'étude des manuels scolaires utilisés au GRK sera l'occasion de mettre en exergue les stratégies de production d'un nouveau discours national kurde et d'en révéler les ressorts. Il s'agira d'identifier les différentes traditions historiographiques sur l'histoire des Kurdes émergeant de ces programmes (tradition arabo-islamique, orientalisme etc.). Nous tenterons également de percevoir le cadre de représentation dans lequel ces manuels et leurs auteurs tentent d'inscrire, les Kurdes de manière générale (1), le territoire du GRK (2) et les minorités kurdistanaises (i.e. habitant sur le territoire du GRK) kurdes et non-kurdes (3).

Arthur Quesnay, Doctorant à Paris-1, Panthéon-Sorbonne, « **Contrôle territorial et stratégie communautaires des partis kurdes** »

A partir de l'étude des stratégies de contrôle territorial mises en places par les acteurs partisans kurdes irakiens depuis 1991, cette communication propose de revenir sur leurs techniques de coercition développées depuis 2003 dans les territoires contestés avec Bagdad. Au delà de l'idée d'une souveraineté nationale kurde irakienne, il s'agit d'analyser les stratégies politiques des partis kurdes et leurs conséquences sur les dynamiques communautaires.

Cyril Roussel, Chercheur associé à l'Ifpo-Amman, « **Circulations marchandes et flux migratoires au Kurdistan d'Irak : paradoxes d'un proto-état kurde** »

Le fait que le KRG ne soit pas un État pose plusieurs problèmes atypiques liés à la gestion des flux de migrants et de marchandises, soulevant en particulier la question de la gestion des frontières. Ces hiatus sont typiques des proto-états qui ne peuvent gérer leur territoire autrement que militairement : il leur manque la composante juridique et ils restent sous influence extérieure. Or, les migrations, tout comme le commerce internationale, sont justement très dépendantes des contextes juridiques.